

Dorothea BOHNEKAMP, *De Weimar à Vichy. Les Juifs
d'Allemagne en République 1918-1940/1944*

Paris, Fayard, 2015

Michel Fabréguet



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/allemande/694>

DOI : 10.4000/allemande.694

ISSN : 2605-7913

Éditeur

Société d'études allemandes

Édition imprimée

Date de publication : 30 juin 2018

Pagination : 213-215

ISSN : 0035-0974

Référence électronique

Michel Fabréguet, « Dorothea BOHNEKAMP, *De Weimar à Vichy. Les Juifs d'Allemagne en République 1918-1940/1944* », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande* [En ligne], 50-1 | 2018, mis en ligne le 30 juin 2018, consulté le 20 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/allemande/694> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/allemande.694>

Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande

Italiques

Dorothea BOHNEKAMP, De Weimar à Vichy. Les Juifs d'Allemagne en République 1918-1940/1944, Paris, Fayard, 2015, 298 p.

Ce livre est issu d'une thèse de doctorat soutenue en 2005 à l'Institut d'Études politiques de Paris, sous la direction de Serge Berstein, qui a signé la préface. Le sous-titre de l'ouvrage Les Juifs d'Allemagne en République 1918-1940/1944 laisse d'emblée le lecteur un peu dubitatif, car si l'on comprend très bien que la République française vient prendre, dans l'exil des Judéo-allemands, la relève de celle de Weimar, on saisit mal à quelle entité républicaine l'auteur peut bien faire allusion dans les années 1940/1944...

Dorothea Bohnekamp traite de la tragédie de la communauté juive allemande qui put nourrir l'espoir de s'intégrer à la nouvelle Allemagne démocratique issue de la révolution de novembre 1918. Les Juifs allemands placèrent alors de grands espoirs dans la refondation de l'État, annonciatrice d'une nouvelle époque. La formation de la coalition de Weimar, avec le SPD et le DDP, permit à des Juifs d'accéder à des postes de responsabilité. Mais en dépit des promesses d'égalité, la participation publique et politique des Juifs allemands n'excéda que rarement la phase révolutionnaire. Dès le début des années 1920, les Juifs firent l'objet de nouvelles discriminations, dans la continuité de celles qu'ils avaient subi pendant la Première Guerre mondiale sous l'administration militaire. La défaite, la révolution et les crises économiques successives nourrirent un antisémitisme virulent porté par une centaine d'organisations völkisch qui entretenirent la thèse du « complot juif » et celle du « danger judéo-bolchevique ». Dès 1924, le bloc völkisch au Reichstag voulut mettre les Juifs hors-la-loi. Dans le même temps cependant, la contribution juive à la culture de Weimar fut essentielle, en particulier à Berlin, métropole mondiale, où de nombreux intellectuels et artistes juifs se sentirent des affinités avec la culture d'avant-garde naissante. Mais la vigueur de l'antisémitisme fit aussi naître, au sein même de la communauté, une interrogation sur l'identité des Juifs d'Allemagne. À la tendance libérale et assimilatrice incarnée par le Centralverein s'opposa l'Association sioniste pour l'Allemagne, qui bénéficia dans le climat d'antisémitisme régnant d'une conjoncture politique favorable, même si peu de sionistes émigrèrent en Palestine jusqu'en 1933.

La prise du pouvoir par les nazis en 1933 marqua bien sûr le glas de l'intégration juive en Allemagne et le début de vagues de départs, rythmées par les exactions grandissantes du régime en 1933, en 1935 puis en 1938, même si la décision de l'émigration fut toujours extrêmement difficile et douloureuse à prendre. Parmi les pays frontaliers de l'Allemagne, ce fut la France qui constitua la destination privilégiée des émigrés allemands, en particulier des intellectuels, dans les années 1930 : 150 000 des 500 000 émigrés du Reich, juifs et non juifs, transitèrent par la France et 50 000 s'y établirent. Paris, la « ville lumière », devint ainsi la « deuxième patrie » des exilés berlinois, retrouvant un rôle qui avait déjà été le sien au XIX^e siècle. Dorothea Bohnekamp montre alors comment la dérive de la démocratie allemande révéla l'affinité profonde des Juifs allemands pour le modèle républicain français, qui avait assuré l'intégration de sa propre communauté juive depuis la Révolution. Il y avait, parmi les émigrés, de grands et fins connaisseurs de la France qui bénéficièrent à l'origine de la relative stabilité du système républicain français et de sa capacité d'intégration. Mais la France des années 1930 connut aussi une montée de l'antisémitisme et de la xénophobie. Avec la déclaration de la guerre, les émigrés allemands et autrichiens devinrent « suspects du point de vue national » et furent soumis à la procédure de l'internement administratif. L'Armistice et l'instauration du régime de Vichy changèrent fondamentalement la donne et les émigrés firent les frais de la débâcle. Dans la zone occupée, les Juifs furent soumis au recensement obligatoire et à l'inscription sur le « fichier juif » ; dans la France de Vichy, les réfugiés juifs étrangers devinrent des proies que le régime du maréchal Pétain sacrifia à ses propres intérêts. Sur les 20 000 à 25 000 Judéo-allemands (y compris autrichiens) présents en France au début de la guerre, près de 10 000 furent déportés et quelque 10 000 survécurent : comme on le sait, leur taux de destruction fut très supérieur à celui des Juifs français, mais ils bénéficièrent cependant en France de meilleures conditions de survie qu'en Pologne, aux Pays-Bas ou en Allemagne. À travers cette étude comparative du destin des communautés juives des deux côtés du Rhin, l'auteur aboutit finalement à la conclusion que le sort variable de celles-ci fut révélateur de la désintégration différentielle des cultures politiques française et allemande.

Au terme de la lecture de cet ouvrage, il convient malheureusement de mentionner les réserves et les critiques que celui-ci ne peut manquer de susciter. On comprend bien, à la lecture de la conclusion, que le propos de l'auteur a été de procéder à une comparaison des systèmes politiques et des cultures républicaines en Allemagne et en France à l'épreuve du double phénomène de l'intégration/exclusion des Juifs dans les sociétés de l'entre-deux-guerres et de la Seconde Guerre mondiale. Mais la démarche n'en demeure pas moins déséquilibrée, même un peu bancale, et l'objet de la recherche mal défini dans sa cohérence. L'ouvrage commence en effet par traiter des Juifs sous Weimar puis dans le Reich des années 1930, avant que la focale ne se restreigne ensuite exclusivement, à la fin des années 1930, à la destinée des Judéo-allemands émigrés en France et soumis bientôt à la double persécution de l'occupant et du régime de Vichy. Dorothea Bohnekamp perd alors de vue le sort de la majorité des Juifs dont elle avait commencé à nous entretenir. On ne manquera pas, par ailleurs, de déplorer le trop grand nombre d'inexactitudes et d'erreurs historiques, dont l'accumulation s'avère gênante dans une thèse universitaire publiée. On apprend ainsi que Bismarck avait cherché à renforcer le catholicisme politique en Allemagne (p. 118), qu'un ministre de l'Intérieur du Reich existait depuis 1884 (p. 102), que les Polonais occupèrent la Poméranie en 1919 (p. 85), que le putsch avorté du général (sic) Kapp à Berlin en 1920 vint couronner la révolution de novembre 1918 (p. 39) ou encore que l'élection présidentielle de 1932 fut dominée par la question de l'antisémitisme (p. 75-76). De telles erreurs auraient dû être corrigées à la suite de la soutenance, au plus tard à

la relecture du manuscrit destiné à la publication! Dix années s'étant par ailleurs écoulées entre la soutenance de la thèse et la parution de l'ouvrage qui en est issu, on regrettera enfin que l'auteur n'ait pas mis à profit ce long décalage pour actualiser sa bibliographie. Si l'on peut faire crédit à Dorothea Bohnkamp de bien connaître entre autres la thèse du regretté Jean-Michel Palmier, on lui reprochera par contre, puisqu'elle évoque assez longuement les camps d'internement français ainsi que la persécution et le sauvetage des Juifs en France dans les années 1940/1944, la méconnaissance des travaux de Denis Peschanski et de Jacques Semelin.

Michel Fabréguet

Françoise BERGER, Anne KWASCHIK (éd.), La «condition féminine». Feminismus und Frauenbewegung im 19. und 20. Jahrhundert/Féminismes et mouvements de femmes aux XIX^e-XX^e siècles, Stuttgart, Franz Steiner Verlag, 2016, 345 p.

Les vingt-deux communications réunies ici, suite au douzième colloque du Comité franco-allemand de recherches sur l'histoire de la France et de l'Allemagne aux XIX^e et XX^e siècles, se proposent de contribuer à une histoire transnationale et comparatiste de la «condition féminine». Les guillemets sont de rigueur pour rappeler les controverses autour de cette expression, délicate à utiliser, dont les responsables de l'ouvrage avancent une définition aussi large que possible, soit «l'ensemble des lieux et des positions des femmes dans l'organisation sociale ainsi que leur signification au niveau du discours, de l'idéologie, des mentalités» (p. 12).

L'intention générale est d'examiner les événements, les évolutions politiques, juridiques, économiques et sociales qui, ponctuellement ou durablement, symboliquement ou concrètement, ont transformé les conditions d'existence des femmes et redessiné les contours de ces catégories de représentation toujours mouvantes que sont «le féminin», «le masculin», «les femmes», «les hommes», etc. Toutefois, le titre du recueil annonce plus précisément une histoire de la «condition féminine» en relation avec les mouvements de femmes et les féminismes qui se sont déployés en France et en Allemagne durant les deux derniers siècles. Cette problématique, apparemment postérieure à l'énoncé initial du colloque (p. 12), oriente l'ouvrage vers l'histoire des différentes phases et formes de l'engagement féministe et ouvre sur des interrogations particulièrement intéressantes à envisager d'un point de vue comparatiste: quand, dans quelle mesure, de quelle manière, les actions féministes (au sens large) d'ici et de là-bas ont-elles pu faire évoluer les conditions faites aux femmes? Quelles occurrences et quelles influences la notion même de «condition féminine» a-t-elle eues dans les pensées, les discours, les stratégies féministes? Si tous les articles ne s'inscrivent pas dans cette perspective d'analyse – plusieurs, de façon quelque peu décevante, s'en tiennent à une étude de la situation des Allemandes et des Françaises dans un cadre donné –, certains traitent remarquablement ces questions, tels que l'article de Ludivine Bantigny et Anne Kwaschik sur les «années 1968» ou celui de Gilles Leroux sur les luttes pour le droit à l'avortement.

La dimension franco-allemande (parfois élargie à un pays tiers) est, elle aussi, mise à profit de façon variable selon les contributions. Plusieurs proposent une histoire croisée et/ou une analyse des réseaux, réceptions et transferts transnationaux; quelques-unes se livrent à des approches davantage comparatistes, qui mettent en lumière les